



MESSAGE DU BUREAU DU CONSEIL GENERAL AU LEGISLATIF

relatif à l'adoption du nouveau règlement du Conseil général de la Commune de Villars-sur-Glâne

Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Bureau du Conseil général a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation le projet du nouveau règlement du Conseil général, qui abrogera celui approuvé le 30 avril 1998.

1. BUT ET CHAMP D'APPLICATION

A l'instar de l'ancien règlement, datant de 1998, le présent projet s'applique également aux activités du Conseil général.

Ce nouveau règlement facilitera l'approche des attributions et compétences du Conseil général et de son Bureau. Il constituera une aide précieuse pour l'initiation des nouveaux élus.

2. REALISATION

Divers éléments ont incité le Bureau à élaborer un nouveau règlement du Conseil général.

1. D'une part, il y a eu l'intervention des Conseillers généraux qui ont fortement demandé de revoir la notion de groupe. En effet, il était sollicité qu'une meilleure présentation des diverses possibilités d'intervention des membres du Législatif lors des débats avec, notamment, l'introduction du postulat, figurent dans ce règlement.
2. D'autre part, vu la modification de la Loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques et celle du 15 novembre 1996 sur le droit de cité fribourgeois, modifiée le 9 mai 2007, ainsi que l'entrée en vigueur de la Loi du 9 septembre 2009 sur l'information et l'accès aux documents et le nouveau Règlement communal sur les naturalisations du 15 février 2011, il s'est avéré que l'établissement d'un nouveau règlement du Conseil général s'imposait.



Le Bureau et les représentants des groupes ou partis se sont réunis à plusieurs reprises pour des séances de travail. Les différentes propositions et suggestions reçues ont été intégrées dans ce projet de nouveau règlement. Les quelques divergences de point de vue sur certaines questions ont été mises au vote et la présentation du nouveau projet de règlement tient compte des résultats de la majorité.

Ce projet a également été soumis, à deux reprises, pour examen préalable à la Direction cantonale responsable, qui, en date du 12 avril 2013, nous a proposé d'y apporter quelques petites corrections.

3. PROPOSITION DU BUREAU

Le Bureau invite le Législatif à adopter le présent projet de règlement du Conseil général et partant d'abroger celui approuvé le 30 avril 1998.

Nous vous présentons, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, l'expression de notre considération distinguée.

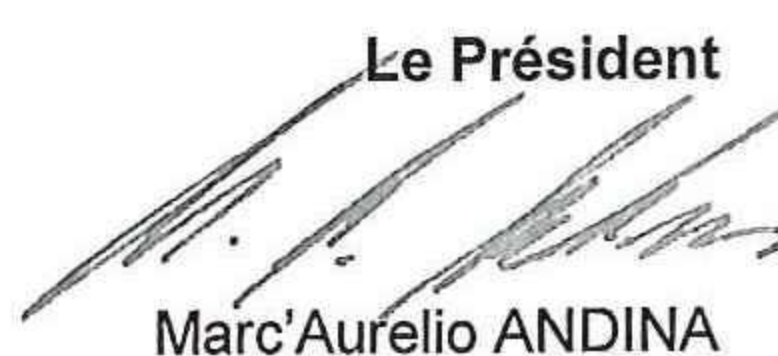
AU NOM DU BUREAU DU CONSEIL GENERAL

Le Secrétaire



Emmanuel ROULIN

Le Président



Marc'Aurelio ANDINA

Annexe : projet du nouveau règlement

<p align="center">REGLEMENT DU CONSEIL GENERAL DE LA COMMUNE DE VILLARS-SUR-GLANE (R C G)</p>	<p align="center">PROJET DE REGLEMENT DU CONSEIL GENERAL DE VILLARS-SUR-GLANE (R C G)</p>
<p align="center">Le Conseil général de Villars-sur-Glâne</p> <p align="center">V u :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo ; RSF 140.1) - le règlement du 28 décembre 1981 d'exécution de la Loi sur les communes (RELCo ; RSF 140.11) - la Loi du 18 février 1976 sur l'exercice des droits politiques (LEDP ; RSF 115.1) <p align="center">A r r ê t e</p>	<p align="center">Le Conseil général de Villars-sur-Glâne</p> <p align="center">V u :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo ; RSF 140.1) - le Règlement du 28 décembre 1981 d'exécution de la Loi sur les communes (RELCo ; RSF 140.11) - la Loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP ; RSF 115.1) - la Loi du 15 novembre 1996 sur le droit de cité fribourgeois (LDCF ; RSF 114.1.1) - la Loi du 9 septembre 2009 sur l'information et l'accès aux documents (LInf ; RSF 17.5) - le Règlement communal sur les naturalisations du 15 février 2011 <p align="center">A r r ê t e</p>

CHAPITRE PREMIER	TITRE PREMIER
DISPOSITIONS GENERALES	DISPOSITIONS GENERALES
Art. 1 Champ d'application	
Le présent règlement s'applique aux activités politiques du Conseil général.	Par soucis de simplification de la lecture du présent règlement, le terme masculin concerne indistinctement les personnes des deux sexes.
Art. 2 Composition (art. 27 et 29 LCo)	Article 1 Composition (art. 27 et 29 LCo)
En dérogation à l'art. 27 al. 1 LCo, le Conseil général se compose de 50 Membres. Ils sont élus pour une période administrative de 5 ans selon le système de la représentation proportionnelle.	En dérogation à l'art. 27 al. 1 LCo, le Conseil général se compose de 50 Conseillers généraux (ci-après Membres) élus pour une législature de cinq ans selon le mode de scrutin proportionnel.
Art. 3 Groupe	Article 2 Groupes
¹ Les Membres élus sur une même liste constituent un seul groupe pour autant qu'ils soient au moins cinq. Les Membres élus sur différentes listes peuvent s'unir pour former un groupe à la condition qu'ils soient au moins cinq.	¹ Les Membres élus sur une même liste constituent un seul groupe pour autant qu'ils soient au moins cinq. Les Membres élus sur différentes listes peuvent s'unir pour former un groupe à la condition qu'ils soient au moins cinq.
² Chaque groupe choisit son nom, désigne son président et en informe le bureau. Les groupes doivent être constitués définitivement à la première séance de la législature.	² Chaque groupe choisit son nom, désigne son président et en informe le bureau. Les groupes doivent être constitués définitivement à la première séance de la législature.
Art. 4 Vacance (art. 176 LEDP)	Article 3 Vacance (art. 77 al. 1 let. b, 2 et 3 LEDP)
¹ En cas de vacance, le Conseil communal proclame élu le premier candidat non élu de la liste à laquelle appartient le Membre du Conseil à remplacer, ou, à ce défaut, les candidats suivants dans l'ordre des suffrages obtenus ; s'il y a égalité de suffrages, le sort décide ; le Syndic ou, à défaut, le membre du Conseil communal le plus âgé, procède au tirage au sort en présence des intéressés.	¹ En cas de vacance d'un siège en cours de législature, la personne en tête des viennent-ensuite de la liste concernée est proclamée élue par le Conseil communal.
² La durée de fonction du nouveau Membre prend fin avec la période administrative.	² Si elle décline son élection, le siège est attribué à la personne suivante. Lors d'une vacance ultérieure, son nom est à nouveau pris en considération, sauf si la vacance précédente a déjà donné lieu à une élection complémentaire.
	³ En cas d'égalité de suffrages entre plusieurs viennent-ensuite et à moins que l'un d'entre eux ne cède son rang, il est procédé, par le bureau électoral, à un tirage au sort en présence des personnes intéressées. La personne écartée par le sort ou qui a cédé son rang garde celui-ci dans la liste des viennent-ensuite.
Art. 5 Attributions (art. 51^{bis} et 10 LCo)	Article 4 Attributions (art. 51^{bis} et 10 LCo)
¹ Le Conseil général élit ses organes conformément au chapitre troisième du présent règlement.	¹ Le Conseil général élit ses organes.

² Il exerce les attributions que lui confère la LCo, à savoir :

a) il décide de l'octroi du droit de cité communal et fixe le denier communal de naturalisation, conformément à la loi du 15 novembre 1996 sur le droit de cité fribourgeois.

a^{bis}) il décide de la délégation de tâches communales dévolues par la loi ;

b) il décide du budget et approuve les comptes ;

c) il vote les dépenses qui ne peuvent être couvertes en un seul exercice, les crédits supplémentaires qui s'y rapportent ainsi que la couverture de ces dépenses ;

d) il vote les dépenses non prévues au budget, à l'exception de celles dont le montant résulte de la loi ;

e) il décide des impôts et des autres contributions publiques à l'exception des émoluments de chancellerie ;

f) il adopte les règlements de portée générale ;

g) il décide de l'achat, de la vente, de l'échange, de la donation ou du partage d'immeubles, de la constitution de droits réels limités et de toute opération permettant d'atteindre un but économique analogue à celui d'une acquisition d'immeubles ;

h) il décide des cautionnements et des sûretés analogues, à l'exception des garanties fournies à titre d'assistance ;

i) il décide des prêts et des participations qui ne répondent pas aux conditions usuelles de sécurité et de rendement ;

j) il décide de l'acceptation d'une donation avec charge ou d'un legs avec charge ;

k) il décide des modifications de limites communales, à l'exception des modifications prévues par la législation sur la mensuration cadastrale ;

l) il décide du changement de nom de la commune et de la modification de ses armoiries ;

m) il décide de la fusion avec une ou plusieurs communes ;

² Il exerce les attributions que lui confère la LCo, à savoir :

a) il décide de la délégation de tâches communales dévolues par la loi ;

b) il décide d'un changement du nombre de conseillers communaux ;

c) il décide du budget et approuve les comptes ;

d) il vote les dépenses qui ne peuvent être couvertes en un seul exercice, les crédits supplémentaires qui s'y rapportent, ainsi que la couverture de ces dépenses ;

e) il vote les dépenses non prévues au budget, à l'exception de celles dont le montant résulte de la loi ;

f) il décide des impôts et des autres contributions publiques, à l'exception des émoluments de chancellerie ;

g) il adopte les règlements de portée générale ;

h) il décide de l'achat, de la vente, de l'échange, de la donation ou du partage d'immeubles, de la constitution de droits réels limités et de toute autre opération permettant d'atteindre un but économique analogue à celui d'une acquisition d'immeubles ;

i) il décide des cautionnements et des sûretés analogues, à l'exception des garanties fournies à titre d'assistance ;

j) il décide des prêts et des participations qui ne répondent pas aux conditions usuelles de sécurité et de rendement ;

k) il décide de l'acceptation d'une donation avec charge ou d'un legs avec charge ;

l) il décide des modifications des limites communales, à l'exception des modifications prévues par la législation sur la mensuration officielle ;

m) il décide du changement de nom de la commune et de la modification de ses armoiries ;

- n) il adopte les statuts d'une association de communes ainsi que les modifications essentielles de ceux-là ; il décide de la sortie de la commune de l'association et de la dissolution de celle-ci ;
- o) il surveille l'administration de la commune ;
- p) il élit les membres de la Commission financière, de la Commission de politique sociale, ainsi que les membres d'autres commissions prévues par la loi et relevant de sa compétence.

- n) il adopte les statuts d'une association de communes ainsi que les modifications essentielles de ceux-là; il décide de la sortie de la commune de l'association et de la dissolution de celle-ci ;
- o) il élit les membres de la Commission financière ainsi que les membres d'autres commissions prévues par la loi et relevant de sa compétence ;
- p) il surveille l'administration de la commune ;
- q) il désigne l'organe de révision ;
- r) il prend acte du plan financier et de ses mises à jour.

³Le Conseil général peut déléguer au Conseil communal la compétence de procéder aux opérations mentionnées à l'alinéa 2 let. h à k dans les limites qu'il fixe. La délégation de compétence expire à la fin de la législature.

⁴Le Conseil général peut déléguer au Conseil communal la compétence d'arrêter le tarif des contributions publiques autres que les impôts, à condition qu'il précise le cercle des assujettis, l'objet, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.

⁵Le Conseil général peut déléguer au Conseil communal, dans les limites financières qu'il fixe, la compétence d'engager des dépenses entraînées par les ententes intercommunales au sens de l'article 108 LCo. Le règlement d'exécution précise les modalités de la délégation de compétence. Celle-ci expire à la fin de la législature.

Art. 6 Délégation de compétences (art. 10 et 51^{bis} LCo)	
<p>Le Conseil général peut :</p> <p>a) déléguer au Conseil communal la compétence de procéder aux opérations mentionnées sous alinéa 2, lettres g) à j) dans les limites qu'il fixe. La délégation de compétence expire à la fin de la période administrative.</p> <p>b) déléguer au Conseil communal la compétence d'arrêter le tarif des contributions publiques autres que les impôts, à condition qu'il précise le cercle des assujettis, l'objet, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.</p>	
Art. 7 Initiative (art. 51^{ter} LCo, art. 231^{ter} LEDP)	Article 5 Initiative a) validité (art. 51 ^{ter} LCo et 141 al. 1 et 2 LEDP)
Le Conseil général décide, dans un délai d'une année à partir de la publication dans la « Feuille officielle », des initiatives qui lui sont transmises.	Lorsqu'une initiative a abouti, le Conseil communal transmet au Conseil général le résultat du dénombrement des signatures et le texte de l'initiative. Le Conseil général statue sur la validité de l'initiative.
	Article 6 b) initiative formulée en termes généraux (art. 126, 141 al. 3 et 142 LEDP)
	¹ Lorsque le Conseil général se rallie à une initiative formulée en termes généraux, il élabore, dans un délai de deux ans, un règlement conforme à l'initiative et soumis à référendum.
	² Lorsque le Conseil général ne se rallie pas à l'initiative, celle-ci est soumise au peuple dans le délai de 180 jours dès la date d'adoption de l'arrêté constatant sa validité. Lorsque le peuple accepte l'initiative, le Conseil général élabore, dans un délai de deux ans, un règlement qui lui est conforme.
	Article 7 c) initiative entièrement rédigée (art. 127 et 141 al. 3 LEDP)
	¹ Lorsque le Conseil général se rallie à une initiative entièrement rédigée, celle-ci devient un règlement soumis à référendum.
	² Lorsque le Conseil général ne se rallie pas à l'initiative et qu'il n'élabore pas de contre-projet, la votation a lieu dans le délai de 180 jours dès la date de l'adoption de l'arrêté constatant la validité de l'initiative.
	³ Lorsque le Conseil général ne se rallie pas à l'initiative, il peut également, dans le délai de deux ans dès la date d'adoption de l'arrêté constatant sa validité, élaborer un contre-projet.

		<p>⁴ Si un contre-projet a été élaboré, la votation a lieu dans le délai de 180 jours dès son adoption par le Conseil général.</p>
		<p>⁵ Lorsque le Conseil général soumet également un contre-projet, le peuple peut déclarer sans réserve :</p> <p>a) s'il accepte l'initiative populaire ;</p> <p>b) s'il accepte le contre-projet élaboré par le Conseil général ;</p> <p>c) lequel des deux textes, en cas d'acceptation de l'initiative et du contre-projet, doit entrer en vigueur.</p>
		<p>Article 8 d) retrait (art. 141 al. 4 et 118 LEDP)</p>
		<p>¹ Une initiative à laquelle le Conseil général s'est rallié ne peut plus être retirée.</p>
		<p>² Une initiative à laquelle le Conseil général ne s'est pas rallié peut être retirée au plus tard dans les 30 jours dès la publication dans la Feuille officielle de l'arrêté soumettant l'initiative au peuple.</p>
<p>CHAPITRE DEUXIEME</p> <p>SEANCE CONSTITUTIVE</p>		<p>TITRE II</p> <p>SEANCE CONSTITUTIVE</p>
<p>Art. 8 Convocation (art. 30 al. 1 LCo)</p> <p>Dans les 60 jours suivant l'élection, le Conseil communal réunit les Membres en séance constitutive. La convocation, avec l'ordre du jour, est adressée personnellement au moins 10 jours avant la date de la séance.</p>		<p>Article 9 Réunion préparatoire</p> <p>¹En vue de la séance constitutive, le Doyen d'âge et le Secrétaire du Conseil général participent avec le Conseil communal à la définition de la représentation des membres dans les commissions. Par la suite, le Doyen convoque les présidents de partis qui se déterminent sur une répartition équitable dans les commissions.</p> <p>²La réunion préparatoire doit avoir lieu avant la convocation à la séance constitutive.</p> <p>Article 10 Convocation (art. 30 al. 1 et 3 LCo)</p> <p>Dans les 60 jours suivant l'élection, le Conseil communal réunit les Membres en séance constitutive. La convocation, avec l'ordre du jour, est adressée personnellement au moins dix jours avant la date de la séance. L'ordre du jour comporte exclusivement les points relatifs à la constitution du Conseil général, à l'élection des membres de la Commission financière, de la Commission d'aménagement, de la Commission des naturalisations, des autres commissions permanentes et des délégations désignées par le Conseil général ainsi qu'aux</p>

	divers.
Art. 9 Déroulement Bureau provisoire (art. 30 al. 2 LCo)	Article 11 Déroulement de la séance constitutive (art. 30 al. 2 LCo)
Le Doyen d'âge du Conseil général préside la séance. Il désigne quatre scrutateurs qui forment avec lui le Bureau provisoire.	¹ Le Doyen d'âge du Conseil général préside la séance. ² Il désigne quatre scrutateurs issus de partis différents qui forment avec lui le Bureau provisoire.
Art. 10 Election du Bureau (art. 30 al. 3 et 33 LCo)	Article 12 Election du Bureau (art. 30 al. 3 et 33 LCo)
¹ Le Conseil général procède successivement à l'élection des Membres de son Bureau, soit : a) un président et un vice-président pour une période de 12 mois ; b) au moins trois scrutateurs pour la durée de la période administrative ; c) au moins trois scrutateurs suppléants pour la durée de la période administrative.	¹ Le Conseil général procède successivement à l'élection des membres de son Bureau, soit : a) un Président et un Vice-président pour une période de 12 mois ; ils ne peuvent pas appartenir au même groupe ; b) un scrutateur par groupe pour la durée de la législature, mais au minimum trois ; c) au moins trois scrutateurs suppléants pour la durée de la législature ; les suppléants sont appelés à remplacer les scrutateurs empêchés.
² Lors de ces élections, il est équitablement tenu compte des groupes représentés au Conseil général.	² Le Bureau entre en fonction immédiatement après son élection.
Art. 11 Election des commissions (art. 30 al. 3, 36 et 96 LCo et art. 16 RELCo)	Article 13 Election des commissions permanentes (art. 30 al. 3, 36 et 96 LCo, art. 16 RELCo)
¹ Le Conseil général élit en son sein : a) la Commission financière, doit il définit le nombre de Membres qui est au minimum de trois ; b) la majorité des Membres de la Commission d'aménagement qui doit être désignée par le Conseil général ; c) la Commission de politique sociale qui comprend un représentant par groupe.	¹ Le Conseil général élit en son sein une Commission financière de neuf membres. ² Le Conseil général élit une Commission des naturalisations de sept membres. ³ Le Conseil général élit en son sein une Commission de politique sociale composée en principe de sept membres. Toutefois, chaque parti a le droit d'y être représenté. ⁴ Le Conseil général élit en son sein la majorité des membres de la Commission d'aménagement.
² Aucun groupe ne peut prétendre à une représentation majoritaire dans ces commissions. Ils y sont représentés selon leur force numérique.	⁵ Aucun groupe ou parti ne peut prétendre à une représentation majoritaire dans ces commissions. Ils y sont représentés équitablement. Chaque groupe est représenté dans chaque commission permanente en tenant compte de sa force numérique.

Art. 12 Mode d'élection (art. 46 LCo et art. 19 RELCo)	Article 14 Mode d'élection (art. 46 LCo et art. 19 RELCo)
¹ Les élections ont lieu au scrutin de liste.	¹ Les élections ont lieu au scrutin de liste.
² Les élections se font à la majorité absolue des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. Au deuxième tour, la majorité relative suffit.	² Les élections se font à la majorité absolue des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. Au deuxième tour, la majorité relative suffit.
³ En cas d'égalité des voix, le président procède au tirage au sort.	³ En cas d'égalité des voix, le Président procède au tirage au sort.
<p style="text-align: center;">CHAPITRE TROISIEME</p> <p style="text-align: center;">ORGANES ET ATTRIBUTIONS</p> <p style="text-align: center;"><u>I. Présidence</u></p>	<p style="text-align: center;">TITRE III</p> <p style="text-align: center;">ORGANES ET ATTRIBUTIONS</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE PREMIER</p> <p><i>Présidence</i></p>
Art. 13 Durée du mandat (art. 32 al. 1 LCo)	Article 15 Durée du mandat (art. 32 al. 1 LCo)
¹ Le président et le vice-président sont élus pour une période de 12 mois au cours de la séance constitutive. Le président et le vice-président ne peuvent être réélus au cours de la même période administrative.	¹ Le Président et le Vice-président sont élus pour une période de 12 mois. Le Président et le Vice-président ne peuvent être réélus au cours de la même législature.
² Si la charge de président devient vacante plus de six mois avant le terme du mandat, le Conseil général procède à l'élection d'un nouveau président choisi parmi les autres conseillers du même parti ou groupe. Dans le cas contraire, le vice-président assume la présidence. Il reste éligible à la présidence pour l'année suivante.	² Si la charge de Président devient vacante plus de six mois avant le terme du mandat, le Conseil général procède à l'élection d'un nouveau Président choisi parmi les autres conseillers du même parti ou groupe. Dans le cas contraire, le Vice-président assume la présidence. Il reste éligible à la présidence pour l'année suivante.
Art. 14 Attributions et remplacement (art. 51^{bis}, 32 al. 2 et 3 LCo)	Article 16 Attributions et remplacement (art. 32 al. 2 et 3 LCo)
¹ Le président a les attributions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) il dirige les délibérations et veille au maintien de l'ordre ; b) il préside le bureau, dispose du secrétariat et surveille les travaux des commissions ; c) il représente le Conseil général à l'extérieur et assure les relations avec le Conseil communal ; d) il signe les actes du Conseil général avec le secrétaire ou son adjoint. 	¹ Le Président a les attributions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) il dirige les délibérations, veille au maintien de l'ordre et proclame le résultat des scrutins ; b) il convoque et préside le Bureau ;

	<p>c) il surveille les travaux des commissions ; il est informé des mutations qui interviennent au sein des commissions spéciales et soumet au Conseil général les divergences entre le Conseil communal et les commissions en ce qui concerne la prise en charge des frais éventuels lorsqu'un expert est invité à travailler pour une commission;</p> <p>d) il dispose du secrétariat, reçoit la correspondance adressée au Conseil général, lui donne suite et veille à l'expédition des documents qui émanent du Conseil général ;</p> <p>e) il signe les actes du Conseil général avec le Secrétaire communal ou son adjoint ;</p> <p>f) il représente le Conseil général à l'extérieur et assure les relations avec le Conseil communal.</p>
² Le vice-président, à son défaut un scrutateur, remplace le président empêché ou qui veut prendre part à la discussion. Si le président prend part à la discussion, il cède son siège à son remplaçant.	² Le Vice-président, à son défaut un scrutateur, remplace le Président empêché ou qui veut prendre part à la discussion. Si le Président prend part à la discussion, il cède son siège à son remplaçant.
<u>II. Scrutateurs</u>	CHAPITRE 2
	<i>Scrutateurs</i>
<p>Art. 15 Attributions (art. 33 LCo)</p> <p>¹Les scrutateurs contrôlent la concordance de la liste de présence avec l'assistance de la salle.</p> <p>²Ils contrôlent les urnes, délivrent et recueillent les bulletins de vote et en font le dépouillement.</p> <p>³Ils comptent les suffrages lors des votes à main levée.</p> <p>⁴Ils communiquent au président le résultat des votes et des élections.</p> <p>⁵Le président peut faire appel aux scrutateurs suppléants pour assister les scrutateurs.</p>	<p>Article 17 Attributions (art. 33 LCo)</p> <p>¹Les scrutateurs contrôlent la concordance de la liste de présence avec l'assistance dans la salle et notent les entrées et sorties des Membres.</p> <p>²Ils contrôlent les urnes, délivrent et recueillent les bulletins de vote et en font le dépouillement.</p> <p>³Ils comptent les suffrages lors des votes à main levée.</p> <p>⁴Ils communiquent au Président le résultat des votes et des élections.</p> <p>⁵Le Président peut faire appel aux scrutateurs suppléants pour assister les scrutateurs.</p>

<p align="center"><u>III. Bureau</u></p>	<p align="center">CHAPITRE 3</p> <p><i>Bureau</i></p>
<p>Art. 16 Composition (art. 34 LCo)</p>	<p>Article 18 Composition (art. 34 LCo)</p>
<p>¹Le Bureau est formé du président, du vice-président et des scrutateurs. Il entre immédiatement en fonction suite à son élection lors de la séance constitutive.</p>	<p>¹Le Bureau est formé du Président, du Vice-président et des scrutateurs.</p>
<p>²Le Bureau est convoqué par le président ou à la demande d'au moins deux de ses Membres.</p>	<p>²Le Bureau est convoqué par le Président ou à la demande d'au moins deux de ses membres.</p>
<p>³Le Bureau prend ses décisions à la majorité des Membres présents. En cas d'égalité des voix, le président départage.</p>	<p>³Le Bureau prend ses décisions à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, le Président départage.</p>
<p>⁴Lors d'une séance du Conseil général, le président désigne le scrutateur suppléant appelé à remplacer le scrutateur absent ou empêché. En pareil cas, le président, en accord avec le groupe concerné, veille à la représentation équitable des groupes.</p>	<p>⁴Lors d'une séance du Conseil général, le Président désigne le scrutateur suppléant appelé à remplacer le scrutateur absent ou empêché. En pareil cas, le Président, en accord avec le groupe concerné, veille à la représentation équitable des groupes.</p>
<p>Art. 17 Attributions (art. 34 LCo, art. 6 RELCo)</p>	<p>Article 19 Attributions (art. 34 LCo, art. 22 et 6 RELCo)</p>
<p>Le Bureau a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) il fixe les séances du Conseil général et leur ordre du jour en accord avec le Conseil communal et convoque le Conseil général ; b) il tranche les contestations relatives à la procédure ; c) il fait rapport sur les pétitions adressées au Conseil général ; d) il fait les observations aux recours contre les décisions du Conseil général ; e) il peut proposer l'institution de commissions spéciales ; f) il accomplit les autres tâches attribuées par la LCo, le RELCo et le présent règlement notamment en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation de siéger (art. 39 LCo) - la récusation (art. 51^{bis}, 21, 65 LCo et 11 RELCo) - le huis clos (art. 51^{bis} LCo) - la publicité (art. 51^{bis} LCo) - les contestations relatives à la procédure (art. 42 ss LCo, art. 22 RELCo) - les résolutions (art. 52 RCG). 	<p>Le Bureau a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) il fixe le calendrier annuel des séances du Conseil général, d'entente avec le Conseil communal ; b) il fixe l'ordre du jour des séances du Conseil général en accord avec le Conseil communal et convoque le Conseil général ; c) il tranche les contestations relatives à la procédure ; d) il fait rapport sur les pétitions adressées au Conseil général ; e) il fait les observations aux recours contre les décisions du Conseil général ; f) il assure l'information du public sur les activités du Conseil général ainsi que la mise en œuvre du droit d'accès aux documents de celui-ci ; g) il peut proposer l'institution de commissions spéciales ; h) il accomplit les autres tâches attribuées par la loi ; i) il organise des séances d'information à l'intention des Membres ; j) il peut inviter les représentants des groupes et des partis du Conseil général à des séances.

	<p style="text-align: center;">CHAPITRE 4</p> <p>Secrétariat</p>
Article 18	Article 20 Attributions
Le secrétariat du Conseil général et de son bureau est assuré par le Secrétaire communal.	¹ Le secrétariat du Conseil général et de son bureau est assuré par le Secrétaire communal ou à défaut son adjoint.
	² Le secrétariat du Conseil général dispose de moyens suffisants pour l'accomplissement de ses tâches.
<u>IV. Commission financière</u>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE 5</p> <p>Commissions</p> <p><i>I. Commissions permanentes</i></p>
Art. 19 Organisation (art. 36, 96, 97, 97^{bis} LCo, art. 60 RELCo)	Article 21 Commission financière (art. 36, 96, 97, et 97^{bis} LCo)
La Commission financière, après s'être constituée en désignant son président et son secrétaire, adopte des règles internes propres à assurer son bon fonctionnement ; ces règles sont portées à la connaissance du Bureau.	¹ Le Conseil général dispose d'une Commission financière.
	² La Commission financière, composée de neuf membres, après s'être constituée en désignant son président, son vice-président et son secrétaire, adopte des règles internes propres à assurer son bon fonctionnement. Ces règles sont portées à la connaissance du Bureau.
	Article 22 Commission des naturalisations (art. 34 LDCF)
	La Commission des naturalisations est composée de sept membres. Ceux-ci sont élus par le Conseil général pour la législature.
<u>V. Commission d'aménagement</u>	
Art. 20 Organisation (art. 37 LATEC)	Article 23 Commission d'aménagement (art. 36 et 37 LATEC)
¹ Le Conseil communal est l'autorité responsable de l'aménagement local. Il constitue une Commission d'aménagement dont il fixe le nombre de membres qui doit être au moins de cinq. Celle-ci est chargée de formuler des propositions pour l'élaboration du plan et de donner des préavis en vue de son application.	¹ Le Conseil communal est l'autorité responsable de l'aménagement local. Il constitue une Commission d'aménagement dont il fixe le nombre de membres qui doit être au moins de cinq. Celle-ci est chargée de formuler des propositions pour l'élaboration du plan et de donner des préavis en vue de son application.

² La Commission d'aménagement se compose de Membres élus selon les modalités fixées à l'article 11 al. 1 RCG.	² La Commission d'aménagement se compose de membres élus selon les modalités fixées à l'article 13 al. 4 RCG.
<u>VI. Commission de politique sociale</u>	
Art. 21 Organisation	Article 24 Commission de politique sociale
La Commission de politique sociale est composée d'un Membre par groupe. Elle se constitue en désignant son président et son secrétaire, adopte des règles internes propres à assurer son bon fonctionnement ; ces règles sont portées à la connaissance du Bureau.	La Commission de politique sociale est composée en principe de sept membres. Elle se constitue en désignant son président, son vice-président et son secrétaire, adopte des règles internes propres à assurer son bon fonctionnement. Ces règles sont portées à la connaissance du Bureau.
<u>VII. Commissions spéciales</u>	<i>II. Commissions spéciales</i>
Art. 22 Désignation (art. 36 al. 1^{bis}, 2 et 51^{bis} LCo et art. 16 RELCo)	Article 25 Désignation et remplacement (art. 36 al. 1^{bis}, 2 et 51^{bis} LCo, art. 16 RELCo)
¹ Les commissions spéciales permanentes de même que les commissions spéciales chargées de l'examen de problèmes importants sont désignées par le Conseil général. Le Conseil général fixe le nombre de Membres et désigne le président ; les art. 10 et 11 du présent règlement sont applicables. La logistique est assurée par l'administration communale.	¹ Les commissions spéciales chargées de l'examen de problèmes importants sont désignées par le Conseil général. ² Le Conseil général fixe le nombre de membres, désigne le président et le vice-président. Il se détermine sur la répartition des sièges. ³ Un membre de la commission peut être remplacé par un autre membre désigné par son groupe ou parti. Le président de la commission en est informé. ⁴ La logistique est assurée par l'administration communale.
² Les groupes sont représentés dans les commissions selon leur force numérique.	
³ Les commissions spéciales chargées de l'examen de projets ponctuels sont dissoutes une fois leur mission accomplie.	⁵ Les commissions spéciales chargées de l'examen de projets ponctuels sont dissoutes une fois leur mission accomplie.
⁴ Pour le reste, les commissions déterminent elles-mêmes leur organisation.	⁶ Pour le reste, les commissions déterminent elles-mêmes leur organisation.

	<i>III. Organisation et procédure</i>
Art. 23 Composition (art. 16 RELCo)	Article 26 Déchéance (art. 39 LCo)
¹ Les Membres d'une commission sont élus sur proposition des groupes représentés au Conseil général.	
² Les présidents des groupes présentent au Bureau, par écrit, leurs propositions de candidats.	
³ Le Membre qui, sans motif reconnu légitime, manque trois séances consécutives de la commission à laquelle il appartient est déchu de sa fonction. Le Bureau prononce la déchéance sur proposition du président de la commission.	Le membre qui, sans motif reconnu légitime, manque trois séances consécutives de la commission à laquelle il appartient est déchu de sa fonction. Le Bureau prononce la déchéance sur proposition du président de la commission. Il est procédé à son remplacement.
Art. 24 Convocation	Article 27 Convocation
¹ Les commissions spéciales sont convoquées par leur président respectif ou si deux Membres au moins en font la demande. ² Les convocations sont adressées sept jours au moins avant la séance.	¹ Les commissions sont convoquées par le secrétariat d'entente avec leur président respectif ou si deux membres au moins en font la demande. ² Les convocations sont adressées sept jours au moins avant la séance.
Art. 25 Procès-verbal (art. 103^{bis} LCo et art. 49 RCG)	Article 28 Procès-verbal (art. 103^{bis} LCo)
¹ Le procès-verbal est adressé aux Membres de la commission dans les vingt jours qui suivent la séance. S'il n'y a pas de séance subséquente, les Membres de la commission peuvent, à réception du procès-verbal, faire par écrit leurs observations au président de la commission, au besoin au bureau du Conseil général. Le président de la commission fait convoquer, en cas de contestation du procès-verbal, une réunion de la commission pour liquider définitivement la question.	¹ Le procès-verbal est adressé aux membres de la commission dans les 20 jours qui suivent la séance. S'il n'y a pas de séance subséquente, les membres de la commission peuvent, à réception du procès-verbal, faire par écrit leurs observations au président de la commission, au besoin au bureau du Conseil général. Le président de la commission fait convoquer, en cas de contestation du procès-verbal, une réunion de la commission pour liquider définitivement la question.
² En règle générale, les procès-verbaux peuvent être consultés par le bureau et les Membres. Les procès-verbaux de la commission de naturalisation ne sont pas soumis à cette règle. Les Membres qui consultent les procès-verbaux en sauvegardent le caractère confidentiel à l'extérieur du Conseil général.	² En règle générale, les procès-verbaux peuvent être consultés par le bureau et les membres. Les procès-verbaux de la Commission des naturalisations ne sont pas soumis à cette règle. Les membres qui consultent les procès-verbaux en sauvegardent le caractère confidentiel à l'extérieur du Conseil général.
Art. 26 Représentation du Conseil communal et appel à des tiers	Article 29 Représentation du Conseil communal et appel à des tiers
¹ Les commissions peuvent inviter aux séances un ou des Membres du Conseil communal.	¹ Les commissions peuvent inviter aux séances un ou des membres du Conseil communal.

<p>²De même, elles peuvent entendre des spécialistes en la matière. Si l'intervention de ceux-ci est susceptible d'entraîner des frais, elle doit être préavisée par le Conseil communal. En cas de préavis négatif du Conseil communal, et si la commission maintient la proposition, celle-ci doit être soumise à l'approbation du Conseil général.</p>	<p>²De même, elles peuvent entendre des spécialistes en la matière. Si l'intervention de ceux-ci est susceptible d'entraîner des frais, elle doit être préavisée par le Conseil communal. En cas de préavis négatif du Conseil communal, et si la commission maintient la proposition, celle-ci doit être soumise à l'approbation du Conseil général par l'intermédiaire du Bureau du Conseil général.</p>
<p>Art. 27 Attributions (art. 36 al. 1^{bis} et 2 LCo)</p>	<p>Article 30 Attributions (art. 36 al. 1^{bis} et 2 LCo)</p>
<p>¹Les commissions spéciales examinent entre autres les propositions du Conseil communal et font une proposition au Conseil général tendant soit à l'acceptation, avec ou sans contre-proposition ou amendement, soit au rejet, soit au renvoi du projet de décision soumis au Conseil général.</p>	<p>¹Les commissions spéciales examinent entre autres les propositions du Conseil communal et font une proposition au Conseil général tendant soit à l'acceptation, avec ou sans contre-proposition ou amendement, soit au rejet, soit au renvoi du projet de décision soumis au Conseil général.</p>
<p>²Lorsqu'une proposition minoritaire obtient au sein même de la commission au moins les deux cinquièmes des voix, la minorité peut désigner un rapporteur pour soutenir sa proposition devant le Conseil général. Si les deux cinquièmes donnent un chiffre avec fraction décimale, le résultat est arrondi à l'unité supérieure.</p>	<p>²Lorsqu'une proposition minoritaire obtient au sein même de la commission au moins les deux cinquièmes des voix, la minorité peut désigner un rapporteur pour soutenir sa proposition devant le Conseil général. Si les deux cinquièmes donnent un chiffre avec fraction décimale, le résultat est arrondi à l'unité supérieure.</p>
<p>³Les commissions spéciales décident de l'opportunité d'adresser au Conseil communal et aux Membres leur rapport ou leur préavis et, le cas échéant, le rapport de minorité.</p>	<p>³Les commissions spéciales décident de l'opportunité d'adresser au Conseil communal et aux Membres leur rapport ou leur préavis et, le cas échéant, le rapport de minorité.</p>
<p>⁴Les décisions sont prises à la majorité. Le président de la commission peut participer au vote. En cas d'égalité, le président départage.</p>	<p>⁴Les décisions sont prises à la majorité. Le président de la commission peut participer au vote. En cas d'égalité, le président départage.</p>
<p>CHAPITRE QUATRIEME</p> <p>SEANCES</p>	<p>TITRE IV</p> <p>SEANCES</p> <p>CHAPITRE PREMIER</p> <p><i>Préparation</i></p>
<p>Art. 28 Calendrier (art. 37 LCo)</p>	<p>Article 31 Calendrier (art. 37 LCo)</p>
<p>¹Le Conseil général siège en séance ordinaire au moins deux fois par année : une fois au cours des six premiers mois, notamment pour approuver le rapport de gestion et les comptes de l'année précédente, et une fois avant la fin de l'année, notamment pour décider du budget de l'année suivante.</p>	<p>¹Le Conseil général siège en séance ordinaire au moins deux fois par année : une fois au cours des cinq premiers mois, notamment pour approuver le rapport de gestion et les comptes de l'année précédente, et une fois avant la fin de l'année, notamment pour décider du budget de l'année suivante.</p>

² Les dates des séances sont arrêtées par le Bureau d'entente avec le Conseil communal, si possible deux mois d'avance.	² Les dates des séances sont arrêtées par le Bureau d'entente avec le Conseil communal, si possible deux mois d'avance.
³ Le Conseil général doit être réuni en séance extraordinaire dans le délai de trente jours : a) lorsque le Conseil communal le demande ; b) lorsque le cinquième des Membres en fait la demande écrite en vue de traiter les objets qui ressortent au Conseil général.	³ Le Conseil général doit être réuni en séance extraordinaire dans le délai de 30 jours : a) lorsque le Conseil communal le demande ; b) lorsque le cinquième des Membres en fait la demande écrite en vue de traiter les objets qui ressortent au Conseil général.
Art. 29 Convocations (art. 38 LCo ; 38 LICP)	Article 32 Convocations (art. 38 LCo)
¹ Les convocations sont adressées par pli personnel à tous les Conseillers généraux au moins dix jours avant la date de la séance.	¹ Les convocations sont adressées par pli personnel à tous les Membres si possible au moins 15 jours avant la date de la séance.
² Les convocations indiquent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la séance. S'il s'agit d'un impôt, est réservée l'exigence de la loi sur les impôts communaux et paroissiaux.	² Les convocations indiquent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la séance. S'il s'agit d'un impôt, est réservée l'exigence de la loi sur les impôts communaux.
³ Les messages et autres documents relatifs à l'ordre du jour sont envoyés en règle générale avec la convocation.	³ Les messages et autres documents relatifs à l'ordre du jour sont envoyés en règle générale avec la convocation et sont mis à la disposition du public et des médias dès leur envoi aux Membres.
⁴ En cas de divergence entre le Conseil communal et le Bureau au sujet d'un objet à porter à l'ordre du jour dans la convocation, celui-ci ne peut pas y figurer et il ne peut être traité à la prochaine séance. Si la divergence subsiste, la question est soumise au Conseil général à la séance suivante.	⁴ En cas de divergence entre le Conseil communal et le Bureau au sujet d'un objet à porter à l'ordre du jour dans la convocation, celui-ci ne peut pas y figurer et il ne peut être traité à la prochaine séance. Si la divergence subsiste, la question est soumise au Conseil général à la séance suivante.
Art. 30 Saisie du Conseil général	Article 33 Saisie du Conseil général
Lorsque les Membres sont saisis par la réception de la convocation comportant les objets à traiter à une séance, il appartient au Conseil communal de décider, lors de la séance, du retrait éventuel d'un objet porté à l'ordre du jour.	Lorsque les Membres sont saisis par la réception de la convocation comportant les objets à traiter à une séance, il appartient au Conseil communal de décider, lors de la séance, du retrait éventuel d'un objet porté à l'ordre du jour.
Art. 31 Séances rapprochées	Article 34 Séances rapprochées
Lorsque le Conseil général est réuni à deux reprises dans un intervalle de moins de vingt jours, le Bureau peut décider d'adresser une seule convocation pour les deux réunions. Toutefois, la convocation mentionne expressément les objets à traiter à chacune des séances.	Lorsque le Conseil général est réuni à deux reprises dans un intervalle de moins de 20 jours, le Bureau peut décider d'adresser une seule convocation pour les deux réunions. Toutefois, la convocation mentionne expressément les objets à traiter à chacune des séances.

	<p style="text-align: center;">CHAPITRE 2</p> <p>Déroulement</p>
Art. 32 Quorum (art. 44 LCo)	Article 35 Quorum (art. 44 LCo)
Le Conseil général ne peut prendre de décisions que si la majorité de ses Membres sont présents.	Le Conseil général ne peut prendre de décisions que si la majorité de ses Membres sont présents.
Art. 33 Obligation de siéger (art. 39 LCo)	Article 36 Obligation de siéger (art. 39 LCo)
Le Membre qui, sans motif reconnu légitime par le Bureau, manque trois séances consécutives du Conseil général, est déchu de sa fonction. Le Bureau prononce la déchéance et fait repourvoir le siège vacant.	¹ Le Membre qui, sans motif reconnu légitime par le Bureau, manque trois séances consécutives du Conseil général, est déchu de sa fonction. Le Bureau prononce la déchéance et fait repourvoir le siège vacant.
	² Le Membre empêché de prendre part à une séance en informe personnellement par écrit d'avance soit le Président, soit le Secrétaire communal avec indication des motifs. En cas d'impossibilité pour le Membre de communiquer son absence et les motifs de celle-ci dans le délai prévu, il peut y remédier dans un délai de dix jours après la disparition de l'empêchement.
Art. 34 Récusation (art. 51^{bis}, 21, 65 LCo, art. 6 let. a, 11 et 25 - 31 RELCo)	Article 37 Récusation (art. 51^{bis}, 21 et 65 LCo, art. 6 let. a, 11 et 25 – 31 RELCo)
¹ Un Membre du Conseil général ne peut assister à la délibération d'un objet qui présente un intérêt spécial pour lui-même ou pour une personne avec laquelle il se trouve dans un rapport étroit de parenté ou d'alliance, d'obligation ou de dépendance.	¹ Un Membre ne peut pas assister à la délibération d'un objet qui présente un intérêt spécial pour lui-même ou pour une personne avec laquelle il se trouve dans un rapport étroit de parenté ou d'alliance, d'obligation ou de dépendance.
² Cette règle ne s'applique pas aux élections et désignations auxquelles le Conseil doit procéder parmi ses Membres.	² Cette règle ne s'applique pas aux élections et désignations auxquelles le Conseil général doit procéder parmi ses Membres.
³ Le Conseiller général sujet à un motif de récusation quitte immédiatement et de son propre chef la salle des délibérations. En cas de contestation du motif de récusation, le Conseil général dans son ensemble, toutefois sans l'intéressé, a qualité pour décider de l'obligation de se récuser.	³ Le Membre sujet à un motif de récusation quitte immédiatement et de son propre chef la salle des délibérations. En cas de contestation du motif de récusation, le Conseil général dans son ensemble, toutefois sans l'intéressé, a qualité pour décider de l'obligation de se récuser.
	⁴ Le procès-verbal mentionne les récusations annoncées au Président.

Art. 35 Présence du Conseil communal (art. 40 LCo)	Article 38 Présence du Conseil communal (art. 40 LCo)
¹ Les Membres du Conseil communal assistent aux séances du Conseil général avec voix consultative.	¹ Les Membres du Conseil communal assistent aux séances du Conseil général avec voix consultative.
² Le Conseil communal peut se faire assister de collaborateurs ou d'experts ou de tout autre spécialiste en la matière.	² Le Conseil communal peut se faire assister de collaborateurs ou d'experts ou de tout autre spécialiste en la matière.
Art. 36 Publicité (art. 51^{bis}, 9^{bis} LCo)	Article 39 Publicité (art. 51^{bis} et 9^{bis} LCo, art. 4 et 6 LInf)
¹ Les séances du Conseil général sont publiques à moins que, pour des raisons importantes, le Bureau ne décide le huis clos.	¹ Les séances du Conseil général sont publiques.
² Les représentants de la presse reçoivent du secrétariat l'ordre du jour et les messages destinés aux Membres.	² Les représentants de la presse reçoivent du secrétariat l'ordre du jour et les messages destinés aux Membres.
Art. 37 Langue	Article 40 Langue
Les Membres s'expriment en français.	Les Membres s'expriment en français.
Art. 38 Ouverture de la séance	Article 41 Ouverture de la séance
¹ En ouvrant la séance, le président constate la régularité de la convocation ; il déclare que le quorum est atteint, que l'on peut donc valablement siéger.	¹ En ouvrant la séance, le Président constate la régularité de la convocation ; il déclare que le quorum est atteint, que l'on peut donc valablement siéger.
² Le président demande aux Membres s'ils ont des remarques à formuler quant à l'ordre du jour ; il donne la liste des Membres et des Conseillers communaux excusés et salue, cas échéant, les nouveaux Membres et Conseillers communaux.	² Le Président demande aux Membres s'ils ont des remarques à formuler quant à l'ordre du jour ; il donne la liste des Membres et des Conseillers communaux excusés et salue, cas échéant, les nouveaux Membres et Conseillers communaux.
³ Le président fait ensuite les communications qu'il juge opportunes, il peut, sur demande, donner la parole au Conseil communal.	³ Le Président fait ensuite les communications qu'il juge opportunes, il peut, sur demande, donner la parole au Conseil communal.
Art. 39 Ordre du traitement des objets (art. 42 LCo et art. 7 RELCo)	Article 42 Ordre du traitement des objets (art. 42 LCo, art. 22 et 7 RELCo)
¹ Les délibérations se déroulent en principe en suivant l'ordre des objets à traiter tels qu'ils figurent dans la convocation.	¹ Les délibérations se déroulent en principe en suivant l'ordre des objets à traiter tels qu'ils figurent dans la convocation.
² Les propositions touchant l'ordre des objets à traiter doivent être faites immédiatement après l'annonce de ceux-ci et traités immédiatement.	² Les propositions touchant l'ordre des objets à traiter doivent être faites aussitôt après l'annonce de ceux-ci et traités immédiatement.

³ Chaque Membre peut, par une motion d'ordre, proposer au Conseil général de modifier la marche des débats (art. 43 RCG).	³ Chaque Membre peut, par une motion d'ordre, proposer au Conseil général de modifier la marche des débats (art. 51 RCG).
Art. 40 Entrée en matière, discussion générale (art. 42 et 51^{bis} LCo et art. 22, 14^{bis}, 14^{ter} RELCo)	Article 43 Entrée en matière, discussion générale (art. 51^{bis} et 42 LCo, art. 22, 14^{bis} et 14^{ter} RELCo)
¹ Lorsqu'un projet a été examiné par une commission, la parole est donnée au président ou au rapporteur de la commission ; puis au rapporteur de la minorité si les conditions de l'alinéa 4 sont réalisées.	¹ Le Président introduit le point de l'ordre du jour. Il donne la parole aux présidents des commissions concernées, ainsi qu'aux éventuels rapporteurs de la minorité, puis au représentant du Conseil communal avant d'ouvrir la discussion générale.
² Le représentant du Conseil communal a ensuite la parole. Il l'a en premier lorsqu'il n'y a pas de commission.	² S'il s'agit d'affaires internes au Conseil général, le rapport est présenté par le Bureau.
³ Pour le budget et les comptes, le représentant du Conseil communal s'exprime le premier ; le président ou le rapporteur de la commission financière donne ensuite le préavis de celle-là.	³ S'il s'agit du budget et des comptes, le représentant du Conseil communal s'exprime en premier, puis le rapporteur de la Commission financière.
⁴ Lorsqu'un projet a été examiné par une commission et qu'une proposition minoritaire obtient au moins les deux cinquièmes des voix, la minorité peut désigner un rapporteur pour soutenir sa proposition devant le Conseil général.	⁴ Dans le cadre de la discussion générale, les Membres peuvent intervenir, notamment pour proposer la non-entrée en matière de l'objet ou son renvoi. Ils peuvent aussi présenter des contre-propositions ou proposer le rejet de l'objet.
	⁵ En ce qui concerne le budget et les comptes, l'entrée en matière est acquise de plein droit, de sorte qu'il ne peut y avoir de propositions de non-entrée en matière. Toutefois, une demande de renvoi est possible.
Art. 41 Vote d'entrée en matière ou de renvoi (art. 22, 14 RELCo)	Article 44 Vote d'entrée en matière ou de renvoi (art. 22 et 14 RELCo)
S'il y a une proposition de non-entrée en matière ou de renvoi, un vote a lieu à l'issue de la discussion générale.	¹ Au terme de la discussion générale, les rapporteurs de la commission ou de la Commission financière et le Conseil communal prennent position brièvement et répondent, le cas échéant, aux autres interventions.
	² A moins qu'elle ne soit combattue, l'entrée en matière est acquise sans vote. ³ S'il y a une proposition de non-entrée en matière, il y a vote. ⁴ Si l'entrée en matière est acquise et qu'il y a une demande de renvoi, il est procédé à un vote. Les propositions de modifications indiquent les éléments à réexaminer, à modifier ou à compléter. ⁵ Si l'entrée en matière est acquise et que l'objet n'est pas renvoyé, il est passé directement à la discussion de détail.

	Article 45 Limitation du temps de parole
	D'entente avec le Bureau, le Président peut limiter le temps de parole des intervenants.
Art. 42 Discussion de détail (art. 42 al. 2, LCo, art. 22, 3, 4 RELCo)	Article 46 Discussion de détail (art. 42 al. 2 LCo)
¹ L'entrée en matière acquise, la discussion se poursuit, le cas échéant, sur chaque article des règlements ou autres projets de décision, sur chaque chapitre du rapport de gestion ou rubrique du budget et des comptes, après que les rapporteurs se sont exprimés.	¹ L'entrée en matière acquise, la discussion se poursuit, le cas échéant, sur chaque article des règlements ou autres projets de décision ou rubriques du budget et des comptes, après que les rapporteurs se soient exprimés.
² Les Conseillers généraux peuvent intervenir notamment en proposant des amendements ou en faisant des contre-propositions relatifs à l'article des règlements ou projets de décision, au chapitre du rapport de gestion ou à la rubrique du budget ou des comptes mis en discussion. Les amendements portant sur des articles de règlement de portée générale sont déposés par écrit.	² Les Membres peuvent intervenir notamment en proposant des amendements ou en faisant des contre-propositions relatifs à l'article des règlements ou projets de décision ou à la rubrique du budget ou des comptes mis en discussion. Les amendements portant sur des articles de règlement de portée générale sont déposés par écrit.
³ La discussion de chaque chapitre, respectivement de chaque rubrique close, les rapporteurs et le Conseil communal sont invités à répondre aux interventions et à se déterminer à leur sujet. S'il s'agit du rapport de gestion, du budget et des comptes, le représentant du Conseil communal s'exprime en premier, puis le rapporteur de la commission financière.	³ La discussion close, les rapporteurs et le Conseil communal sont invités à répondre aux interventions et à se déterminer à leur sujet. S'il s'agit du budget et des comptes, le représentant du Conseil communal s'exprime en premier, puis le rapporteur de la Commission financière.
Art. 43 Ordre des votes (art. 51^{bis}, 18 al. 1, 2 et 4 LCo, art. 15 RELCo)	Article 47 Ordre des votes (art. 51^{bis}, 18 al. 1, 2 et 4 LCo, art. 22 et 15 RELCo)
¹ Après avoir clos la discussion, le président demande aux Conseillers généraux qui ont présenté des amendements ou des contre-propositions s'ils les maintiennent.	¹ Après avoir clos la discussion, le Président demande aux Membres qui ont présenté des amendements ou des contre-propositions s'ils les maintiennent.
² La proposition du Conseil communal est soumise en premier au vote.	² La proposition du Conseil communal est soumise en premier au vote.
³ Lorsque la proposition du Conseil communal obtient la majorité des voix, les autres propositions d'amendement ou contre-propositions ne sont plus soumises au Conseil général.	³ Lorsque la proposition du Conseil communal obtient la majorité des voix, les autres propositions d'amendement ou contre-propositions ne sont plus soumises au Conseil général.
⁴ Lorsque la proposition du Conseil communal n'obtient pas la majorité des voix, on vote, selon la même procédure, d'abord sur la ou les propositions des commissions (commissions spéciales, commission financière) et, le cas échéant, sur les autres propositions. Parmi les autres propositions, la proposition s'éloignant le moins de la proposition initiale est soumise au vote en premier. S'il y a contestation sur l'ordre des votes fixé par le président, le Bureau tranche définitivement selon les modalités de l'art. 44 RCG.	⁴ Lorsque la proposition du Conseil communal n'obtient pas la majorité des voix, on vote, selon la même procédure, d'abord sur la ou les propositions des commissions (commissions spéciales, Commission financière) et, le cas échéant, sur les autres propositions. Parmi les autres propositions, celle s'éloignant le moins de la proposition initiale est soumise au vote en premier. S'il y a contestation sur l'ordre des votes fixé par le Président, le Bureau tranche définitivement selon les modalités de l'art. 48 RCG.

⁵ Si les amendements ou les contre-propositions concernent différents points de la décision, la même procédure est suivie chaque fois.	⁵ Si les amendements ou les contre-propositions concernent différents points de la décision, la même procédure est suivie chaque fois.
⁶ Lorsque le résultat d'un vote est évident, il n'est pas nécessaire de procéder au dénombrement des voix.	⁶ Lorsque le résultat d'un vote est évident, il n'est pas nécessaire de procéder au dénombrement des voix.
Art. 44 Contestation de l'ordre des votes (art. 34 al. 2, let. b LCo, art. 22 et 6, let. d RELCO)	Article 48 Contestation de l'ordre des votes (art. 34 al. 2 let. b LCo, art. 22 et 6 let. d RELCo)
Chaque Conseiller général peut contester l'ordre des votes proposé par le président. Dans ce cas, la séance est suspendue et le Bureau tranche la contestation.	Chaque Membre peut contester l'ordre des votes proposés par le Président. Dans ce cas, la séance est suspendue et le Bureau tranche la contestation.
Art. 45 Vote d'ensemble	Article 49 Vote d'ensemble
¹ Lorsque l'objet comporte plusieurs dispositions ou s'il s'agit du budget, des comptes et du rapport de gestion, un vote d'ensemble a lieu à l'issue des délibérations, compte tenu des modifications apportées lors de l'examen de détail.	¹ Lorsque l'objet comporte plusieurs dispositions ou s'il s'agit du budget et des comptes, un vote d'ensemble a lieu à l'issue des délibérations, compte tenu des modifications apportées lors de l'examen de détail.
² Lors d'un vote d'ensemble, les voix sont toujours comptées.	² Lors d'un vote d'ensemble, les voix sont toujours comptées.
Art. 46 Résultat du vote (art. 51^{bis}, 18 al. 1, 2, 4 LCo, art. 6 let. b RELCo)	Article 50 Résultat du vote (art. 51^{bis} et 18 al. 1, 2, 4 LCo, art. 22 et 6 let. b RELCo)
¹ Le Conseil général vote à main levée.	¹ Le Conseil général vote à main levée.
² Le vote a lieu au bulletin secret si la demande qui en est faite est admise par un cinquième des Membres présents. Le dépouillement ne peut commencer que lorsque tous les bulletins sont rentrés et réunis dans une seule urne.	² Le vote a lieu au bulletin secret si la demande qui en est faite est admise par un cinquième des Membres présents. Le dépouillement ne peut commencer que lorsque tous les bulletins rentrés sont réunis.
³ Les décisions sont prises à la majorité des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. En cas d'égalité, le président départage.	³ Les décisions sont prises à la majorité des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. En cas d'égalité, le Président départage.
⁴ En cas de doute sur le résultat d'un vote à main levée sans qu'il y ait cependant contestation, le président peut de son propre chef faire répéter le vote.	⁴ En cas de doute sur le résultat d'un vote à main levée sans qu'il y ait cependant contestation, le Président peut de son propre chef faire répéter le vote.
⁵ En cas de contestation sur le résultat d'un vote, le Bureau décide sur la répétition du vote. La contestation doit intervenir immédiatement après la proclamation du résultat du vote.	⁵ En cas de contestation sur le résultat d'un vote, le Bureau décide sur la répétition du vote. La contestation doit intervenir immédiatement après la proclamation du résultat du vote.

Art. 47 Motion d'ordre (art. 42 al. 3 LCo et art. 22 et 7 RELCo)	Article 51 Motion d'ordre (art. 42 al. 3 LCo, art. 22 et 7 RELCo)
¹ La motion d'ordre est le mode d'intervention par lequel un Conseiller général propose une modification du cours des débats, notamment une clôture de la discussion en vue d'un vote, une suspension de la séance ou un ajournement des débats.	¹ La motion d'ordre est le mode d'intervention par lequel un Membre propose une modification du cours des débats, notamment une clôture de la discussion en vue d'un vote, une suspension de la séance ou un ajournement des débats.
² Pour déployer ses effets, la motion d'ordre doit être acceptée par le Conseil général qui tranche séance tenante après discussion à ce sujet.	² Pour déployer ses effets, la motion d'ordre doit être acceptée par le Conseil général qui tranche séance tenante après discussion à ce sujet.
	CHAPITRE 3 DIVERS
Art. 48 Propositions (51^{bis} et 17 al. 1 LCo)	Article 52 Propositions (art. 51^{bis}, 17 al. 1 et 20 LCo, art. 22 et 8 RELCo)
Lorsque tous les objets inscrits à l'ordre du jour ont été traités, chaque Conseiller général peut présenter sous « divers » des propositions sur d'autres objets relevant du Conseil général. Ce dernier décide, au plus tard lors de la prochaine séance, s'il y a lieu de donner suite à ces propositions ; dans ce cas, elles sont transmises au Conseil communal qui se détermine à leur sujet et les soumet au Conseil général, pour décision, dans le délai d'une année ; cette décision peut n'être qu'une décision de principe lorsque la proposition demande une longue étude.	¹ Chaque Membre peut faire des propositions sur des objets relevant du Conseil général.
	² Les propositions ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé et de présenter un rapport au Conseil général. Les propositions peuvent tendre à obtenir qu'une mesure ou qu'une décision soit prise ou un règlement adopté.
	³ Une proposition ne peut en aucune façon tendre à obtenir la reconsidération d'une décision du Conseil général prise dans la même séance. Le Président informe immédiatement l'auteur d'une telle proposition que cette dernière est nulle et non avenue. En cas de contestation, le Bureau tranche séance tenante.
	⁴ Seul le Conseil communal peut proposer au Conseil général de traiter à nouveau un objet qui a donné lieu à une décision de ce dernier dans les trois ans qui précèdent.
	Article 53 Postulats
	¹ Chaque Membre peut aussi présenter des postulats sur des objets relevant du Conseil communal.

	<p>² Les postulats ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé et de présenter un rapport au Conseil général.</p>
Art. 49 Dépôt des propositions (art. 51^{bis} et 20 LCo, art. 22 et 8 al. 1 et 2 RELCo)	Article 54 Dépôt des propositions et des postulats
¹ Les propositions peuvent être faites par oral ou par écrit.	¹ Chaque proposition ou postulat est formulé par écrit ou par oral. Dans ce dernier cas, l'annonce du dépôt est faite en séance sous les divers. Le développement des arguments est renvoyé à la séance suivante.
² Seul le Conseil communal peut proposer au Conseil général de reprendre en considération un objet sur lequel ce dernier s'est prononcé lors d'une séance antérieure durant la période administrative en cours.	² La proposition ou le postulat écrit doit être envoyé quatre semaines avant la séance du Conseil général par poste ou par courriel au secrétariat.
Art. 50 Recevabilité des propositions	Article 55 Examen des propositions et des postulats par le Bureau
Le Bureau préavise la recevabilité des propositions à l'intention du Conseil général, qui tranche définitivement.	¹ La proposition ou le postulat est transmis au Bureau qui en examine la recevabilité et la qualification formelle. Le Bureau peut demander à ce propos l'avis du Conseil communal.
	² Le Bureau émet un préavis à l'intention du Conseil général avant la prochaine séance de ce dernier et l'inscrit à l'ordre du jour. Tout préavis concluant à l'irrecevabilité ou à une autre qualification que celle retenue par l'auteur est motivé.
Art. 51 Traitement des propositions (art. 51^{bis} et 17 LCo)	Article 56 Traitement des propositions et des postulats par le Conseil général
¹ Le Conseil communal peut être invité à se prononcer sur les propositions transmises.	¹ Lors du traitement d'une proposition ou d'un postulat, le Conseil général en examine tout d'abord la recevabilité ou la qualification formelle. Si celles-ci sont contestées, le Président donne connaissance de l'avis du Bureau. Après avoir entendu le Conseil communal et l'auteur, le Conseil général en débat, puis vote sur la recevabilité.
² Après l'intervention du Conseil communal, la discussion est ouverte puis il est passé au vote sur la prise en considération.	² Après avoir entendu le Conseil communal et l'auteur, le Conseil général débat, puis vote sur la transmission d'une proposition ou d'un postulat.
³ Les propositions qui sont prises en considération sont transmises au Conseil communal qui se détermine sur le fond, dans le délai d'une année.	³ L'auteur peut retirer sa proposition ou son postulat jusqu'au vote par le Conseil général.
⁴ L'inventaire et l'échéancier des propositions sont tenus par le secrétariat communal.	

	Article 57 Détermination du Conseil communal
	¹ Le Conseil communal dispose de six mois pour se déterminer sur la proposition ou le postulat qui lui a été transmis. Il peut demander une prolongation motivée au maximum de six mois.
	² Le Conseil communal donne connaissance de sa détermination aux Membres par écrit en même temps que l'envoi de la convocation pour la séance durant laquelle cet objet sera traité.
Art. 52 Propositions internes	Article 58 Propositions internes
Les propositions dont les effets sont exclusivement internes au Conseil général, en particulier celles qui tendent à la constitution de commissions spéciales, sont examinées par le Bureau. Celui-ci les soumet, avec son préavis, à la sanction du Conseil général lors de la séance suivante dans la mesure où elles appellent une décision.	Les propositions dont les effets sont exclusivement internes au Conseil général, en particulier celles qui tendent à la constitution de commissions spéciales, sont examinées par le Bureau. Celui-ci les soumet, avec son préavis, à la sanction du Conseil général lors de la séance suivante dans la mesure où elles appellent une décision.
Art. 53 Questions (art. 51^{bis} et 17 al. 2 LCo)	Article 59 Questions (art. 51^{bis} et 17 LCo)
¹ Chaque Conseiller général peut également poser ou rappeler au Conseil communal des questions sur un objet de son administration. Le Conseil communal répond immédiatement ou lors d'une prochaine séance du Conseil général.	¹ Chaque Membre peut également poser ou rappeler au Conseil communal des questions sur un objet de son administration. Le Conseil communal répond immédiatement ou lors de la prochaine séance du Conseil général.
² Les questions sont posées oralement. Toutefois, le texte en est si possible remis au secrétaire, avant ou au cours de la séance.	² Les questions sont posées oralement. Toutefois, le texte en est si possible remis au Secrétaire, avant ou au cours de la séance.
³ Le président demande à l'auteur de la question s'il est satisfait de la réponse du Conseil communal. Si une question supplémentaire est posée par l'auteur de la question qui a trait au même objet, le Conseil communal doit y répondre.	³ Le Président demande à l'auteur de la question s'il est satisfait de la réponse du Conseil communal. Si une question supplémentaire est posée par l'auteur de la question qui a trait au même objet, le Conseil communal doit y répondre.
Art. 54 Règles communes	Article 60 Règles communes
¹ Le nom de l'auteur et l'objet des propositions figurent à l'ordre du jour de la séance au cours de laquelle a lieu la décision de prise en considération ou au cours de laquelle est donnée la réponse du Conseil communal.	¹ Le nom de l'auteur et l'objet des propositions ou des postulats figurent à l'ordre du jour de la séance au cours de laquelle a lieu la décision de prise en considération ou au cours de laquelle est donnée la réponse du Conseil communal.
² Dans le cas où, entre la communication d'une proposition et sa prise en considération, son auteur cesse d'être Conseiller général, la proposition est rayée du rôle à moins qu'elle ne soit reprise par un autre Conseiller général.	² Dans le cas où, entre la communication d'une proposition ou d'un postulat et sa prise en considération, son unique auteur cesse d'être Conseiller général, la proposition est rayée du rôle à moins qu'elle ne soit reprise par un autre Membre.

<p>³Si l'auteur d'une proposition cesse d'être Conseiller général après que sa proposition a été prise en considération par le Conseil général, celle-ci continue à déployer ses effets selon la procédure légale.</p>	<p>³Si l'unique auteur d'une proposition ou d'un postulat cesse d'être Conseiller général après que sa proposition a été prise en considération par le Conseil général, celle-ci continue à déployer ses effets selon la procédure légale.</p>
<p>⁴Si l'auteur d'une question cesse d'être Conseiller général avant la séance au cours de laquelle est donnée la réponse du Conseil communal, la question est rayée du rôle à moins qu'elle ne soit reprise par un autre Conseiller général.</p>	<p>⁴Si l'unique auteur d'une question cesse d'être Conseiller général avant la séance au cours de laquelle est donnée la réponse du Conseil communal, la question est rayée du rôle à moins qu'elle ne soit reprise par un autre Membre.</p>
<p>⁵Le secrétariat fait connaître au groupe auquel appartenait le Conseiller général l'état des propositions ou questions dont le sort est lié à leur reprise éventuelle par un autre Conseiller général.</p>	<p>⁵Le secrétariat fait connaître au groupe ou au parti auquel appartenait le Conseiller général l'état des propositions, postulats ou questions dont le sort est lié à leur reprise éventuelle par un autre Membre.</p>
<p>Art. 55 Résolutions</p>	<p>Article 61 Résolutions</p>
<p>¹Le Conseil général peut voter des résolutions ayant un effet purement déclaratif à l'occasion d'événements importants.</p>	<p>¹Le Conseil général peut voter des résolutions ayant un effet purement déclaratif à l'occasion d'événements importants.</p>
<p>²Le Conseil général vote séance tenante sur les propositions de résolutions après discussion à ce sujet. En se prononçant sur une résolution, le Conseil général propose également le mode de communication et les destinataires éventuels de la résolution. Si la proposition de résolution mérite examen, la séance est suspendue ; le Bureau préavise la proposition, qui est ensuite soumise au vote du Conseil général.</p>	<p>²Le Conseil général vote séance tenante sur les propositions de résolutions après discussion à ce sujet. En se prononçant sur une résolution, le Conseil général propose également le mode de communication et les destinataires éventuels de la résolution. Si la proposition de résolution mérite examen, la séance est suspendue ; le Bureau préavise la proposition, qui est ensuite soumise au vote du Conseil général.</p>
<p>BON ORDRE DES DEBATS</p>	<p>CHAPITRE 4</p> <p>BON ORDRE DES DEBATS</p>
<p>Art. 56 Dignité des débats et maintien de l'ordre (art. 51^{bis} et 23 al. 1 à 3 LCo)</p>	<p>Article 62 Dignité des débats et maintien de l'ordre (art. 51^{bis} et 23 LCo)</p>
<p>¹Les Membres veillent à maintenir entre eux les égards qu'exige leur fonction.</p>	<p>¹Les Membres veillent à maintenir entre eux les égards qu'exige leur fonction.</p>
<p>²Ils usent de la réserve nécessaire propre à sauvegarder un déroulement harmonieux de la séance. En s'adressant au Président, à l'assemblée ou au Conseil communal, ils évitent toute prise à partie personnelle. Les Membres mis en cause peuvent demander la parole.</p>	<p>²Ils usent de la réserve nécessaire propre à sauvegarder un déroulement harmonieux de la séance. En s'adressant au Président, à l'assemblée ou au Conseil communal, ils évitent toute prise à partie personnelle. Les Membres mis en cause peuvent demander la parole.</p>
<p>³Le Membre qui blesse les convenances est rappelé à l'ordre par le Président. S'il continue de troubler la séance, le Président, après avoir consulté le Bureau, lui fait quitter la salle.</p>	<p>³Le Membre qui blesse les convenances est rappelé à l'ordre par le Président. S'il continue de troubler la séance, le Président, après avoir consulté le Bureau, lui fait quitter la salle.</p>
<p>⁴Si des tiers troublent la séance du Conseil général, le Président peut ordonner leur</p>	<p>⁴Si des tiers troublent la séance du Conseil général, le Président peut ordonner leur</p>

expulsion.	expulsion.
⁵ Si l'ordre ne peut être rétabli, le Président lève la séance.	⁵ Si l'ordre ne peut être rétabli, le Président lève la séance.
PROCES-VERBAL	CHAPITRE 5 PROCES-VERBAL
Art. 57 Contenu et délai de rédaction (art. 51^{bis}, 22 et 103^{bis} LCo, art. 22 et 12 al. 1 et 2 et art. 13 RELCo)	Article 63 Contenu et délai de rédaction (art. 51^{bis}, 22 et 103^{bis} LCo, art. 22 et 13 RELCo)
¹ Les délibérations du Conseil général sont consignées dans un procès-verbal qui contient notamment le nombre des Membres présents, la liste des Membres et Conseillers communaux excusés ou absents, les décisions, le résultat de chaque vote ou élection et le résumé des discussions, des propositions, les questions et autres interventions des Membres, ainsi que les réponses données.	¹ Les délibérations du Conseil général sont consignées dans un procès-verbal qui contient notamment le nombre des Membres présents, la liste des Membres et Conseillers communaux excusés ou absents, les décisions, le résultat de chaque vote ou élection et le résumé des discussions, des propositions, des postulats, les questions et autres interventions des Membres, ainsi que les réponses données.
² Le procès-verbal doit être rédigé dans les vingt jours. Il est signé par le Président et le Secrétaire ; il peut être consulté par tous les citoyens actifs au secrétariat communal.	² Le procès-verbal doit être rédigé dans les 20 jours. Il est signé par le Président et le Secrétaire communal ; il peut être consulté et obtenu au secrétariat communal. Il est publié sur le site internet de la Commune dès sa rédaction avec une mention précisant son caractère provisoire.
Art. 58 Expédition et approbation (art. 51^{bis} et 22 al. 3 LCo)	Article 64 Expédition et approbation (art. 51^{bis} et 22 al. 3 LCo)
¹ Le procès-verbal est soumis à l'approbation du Conseil général au cours de la séance suivante. A cet effet, copie intégrale en est envoyée à chaque Membre du Conseil général, au plus tard avec la convocation à cette séance.	¹ Le procès-verbal est soumis à l'approbation du Conseil général au cours de la séance suivante. A cet effet, copie intégrale est transmise à chaque Membre, au plus tard avec la convocation à cette séance.
² S'il y a deux séances rapprochées dans un délai inférieur à vingt jours, le procès-verbal des deux séances peut être envoyé ultérieurement aux Membres, au plus tard cependant avec la convocation à la séance subséquente au cours de laquelle il est soumis à l'approbation du Conseil général.	² S'il y a deux séances rapprochées dans un délai inférieur à 20 jours, le procès-verbal des deux séances peut être envoyé ultérieurement aux Membres, au plus tard cependant avec la convocation à la séance subséquente au cours de laquelle il est soumis à l'approbation du Conseil général.
Art. 59 Documents et enregistrement (art. 22 et 12 RELCo)	Article 65 Documents et enregistrement (art. 22 LCo et art. 3 RELCo)
¹ Dans la mesure du possible, les Membres facilitent la rédaction du procès-verbal en remettant au Secrétaire le texte de leurs interventions, propositions et questions.	¹ Dans la mesure du possible, les Membres facilitent la rédaction du procès-verbal en remettant au Secrétaire le texte de leurs interventions, propositions, postulats et questions.
² Le Secrétaire peut user de moyens techniques d'enregistrement s'il est donné connaissance de ce fait au début de la séance. Les enregistrements sont effacés après l'approbation du procès-verbal. En cas de contestation, le Bureau tranche définitivement.	² Le Secrétaire peut user de moyens techniques d'enregistrement pour faciliter la rédaction du procès-verbal; il enregistre en outre les débats si un Membre le demande et que sa proposition est agréée par un cinquième des membres présents. Ces enregistrements peuvent être effacés après que l'approbation du

		procès-verbal est devenue définitive. En cas de contestation, le Bureau tranche.
--	--	--

	<p>³Le droit des médias d'effectuer des prises de son ou d'images est régi par l'article 19 al. 2 de la loi du 9 septembre 2009 sur l'information et l'accès aux documents (LInf).</p>
	<p>⁴Les prises de son ou d'images par des personnes privées ainsi que leur transmission sont soumises à l'autorisation du Conseil général.</p>
	<p>⁵Toute prise de son ou d'images doit préalablement être annoncée au Conseil général.</p>
<p>CHAPITRE CINQUIEME</p> <p>DISPOSITIONS FINALES</p>	<p>CHAPITRE 6</p> <p>DISPOSITIONS FINALES</p>
<p>Art. 60 Voies de droit (art. 154 et 34 al. 2 let. c^{bis} LCo)</p>	<p>Article 66 Voies de droit (art. 34 al. 2 let. c^{bis} et 154 LCo)</p>
<p>¹Toute décision du Conseil général ou de son Bureau peut, dans les 30 jours, dès la fin du délai de rédaction du procès-verbal faire l'objet d'un recours au Préfet.</p>	<p>¹Toute décision du Conseil général ou de son Bureau peut, dans les 30 jours, dès la fin du délai de rédaction du procès-verbal, faire l'objet d'un recours au Préfet.</p>
<p>²Ont qualité pour recourir les Membres du Conseil général, ainsi que le Conseil communal.</p>	<p>²Ont qualité pour recourir les Membres, ainsi que le Conseil communal.</p>
<p>³Au cas où une décision du Conseil général fait l'objet d'un recours d'une tierce autorité, le Bureau décide de la réponse à donner.</p>	<p>³Au cas où une décision du Conseil général fait l'objet d'un recours d'une tierce autorité, le Bureau décide de la réponse à donner.</p>
<p>Art. 61 Référendum facultatif (art. 52 LCo)</p> <p>¹Les décisions du Conseil général concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une dépense qui ne peut être couverte en un seul exercice ou un cautionnement pouvant entraîner une telle dépense ; b) un impôt, une autre contribution publique ou la décision de délégation de compétence prévue à l'article 10 alinéa 3 LCo ; c) la constitution d'une association de communes ou l'adhésion à une telle association ; d) une fusion de communes ; e) un règlement de portée générale, <p>sont soumises au référendum lorsque le dixième des citoyens actifs de la commune en fait la demande écrite.</p>	<p>Article 67 Référendum facultatif (art. 52 LCo)</p> <p>¹Les décisions du Conseil général concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une dépense qui ne peut être couverte en un seul exercice ou un cautionnement pouvant entraîner une telle dépense ; b) un impôt, une autre contribution publique ou la décision de délégation de compétence prévue à l'article 10 alinéa 3 LCo ; c) la constitution d'une association de communes ou l'adhésion à une telle association ; d) un règlement de portée générale ; e) le nombre de conseillers généraux ; f) le nombre de conseillers communaux, <p>sont soumises au référendum lorsque le dixième des citoyens actifs de la commune en fait la demande écrite.</p>

² La procédure est réglée par l'article 231 de la loi sur l'exercice des droits politiques	² La procédure est réglée par la loi sur l'exercice des droits politiques.
³ Il n'y a pas de référendum contre une décision négative	³ Il n'y a pas de référendum contre une décision négative.
Art. 62 Approbations légales (art. 149 LCo)	Article 68 Approbations légales (art. 149 LCo)
Le Secrétaire communique les actes du Conseil général soumis à l'approbation des Autorités cantonales.	Le Secrétaire communique les actes du Conseil général soumis à l'approbation des Autorités cantonales.
Art. 63 Indemnités	Article 69 Indemnités
¹ Les Conseillers généraux reçoivent pour les séances du Conseil, du Bureau et des commissions, les indemnités fixées par le Conseil général.	¹ Les Membres reçoivent pour les séances du Conseil, du Bureau et des commissions, les indemnités fixées par le Conseil général.
² Les indemnités sont versées en fonction de la liste des présences et des contrôles effectués. En cas de doute ou de contestation, le Bureau tranche définitivement.	² Les indemnités sont versées en fonction de la liste des présences et des contrôles effectués. En cas de doute ou de contestation, le Bureau tranche définitivement.
Art. 64 Communication des règlements	Article 70 Communication des règlements
Un exemplaire du présent règlement est remis à chaque Conseiller général. Il en est de même des autres règlements communaux de portée générale.	Un exemplaire du présent règlement est remis à chaque Membre. Il en est de même des autres règlements communaux de portée générale.
Art. 65 Entrée en vigueur	Article 71 Entrée en vigueur
Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction cantonale compétente.	¹ Le présent règlement remplace et annule celui établi le 30 avril 1998, ainsi que l'avenant du 28 avril 2005.
	² Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction cantonale compétente.
Ainsi adopté en Conseil général de la Commune de Villars-sur-Glâne le 30 avril 1998	Adopté en Conseil général de la Commune de Villars-sur-Glâne le
AU NOM DU CONSEIL GENERAL DE LA COMMUNE DE VILLARS-SUR-GLANE Le Secrétaire Georges ZAPF Le Président Serge DOUSSE	AU NOM DU CONSEIL GENERAL DE LA COMMUNE DE VILLARS-SUR-GLANE Le Secrétaire Emmanuel ROULIN Le Président Marc'Aurelio ANDINA
Ainsi approuvé par le Direction de l'intérieur et de l'agriculture le 15 juin 1998 Le Conseiller d'Etat Directeur Pascal CORMINBOEUF	Ainsi approuvé par le Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts le ... La Conseillère d'Etat Directrice Marie GARNIER